

Dassetto Felice

Sociologue - Anthropologue, Professeur émérite UCL, Membre de l'Académie Royale de Belgique

- [Blog](#)
- [Blog archivé](#)
- [Mes publications](#)
- [Media](#)
- [Mes photos](#)
- [Mes signalements](#)
- [Contact](#)
- [Agenda](#)
- [A propos](#)

 |  | Affichages : 312

Le Centre islamique du Cinquantenaire en attente d'un cap

Felice Dassetto

19 mars 2019

L'imposant bâtiment du Centre islamique situé dans le parc du Cinquantenaire en plein cœur de Bruxelles, au sein du quartier européen, va être dégagé de son utilisation par la Ligue Islamique mondiale, expression et instrument du wahhabo-salafisme. Elle l'a occupée pendant quarante ans. Ainsi l'a voulu la Commission parlementaire sur le terrorisme. C'est bien ainsi car non seulement ce Centre peut avoir contribué par son enseignement à la radicalisation de jeunes, mais bien plus largement, parce que cet enseignement a été source de non intégration d'au moins trois générations musulmanes, hommes et femmes, au sein de la société. Alors que, malgré toutes les critiques (faciles après coup) qu'on peut faire à la cession par l'Etat belge de l'usage de ce bâtiment à la fin des années 1960 à la Ligue islamique mondiale, le but fondamental était de concéder ce bâtiment dans l'objectif de favoriser l'insertion harmonieuse des musulmans, qui commençaient alors à s'implanter, au sein de la société belge. Ce but a été trahi par la Ligue islamique mondiale et la propagation de sa doctrine.

Maintenant, il s'agit pour les musulmans de savoir quoi faire et comment gérer ce bâtiment. C'est un enjeu majeur. Il risque d'être un boulet au pied, dont la gestion coutera assez chère aux pouvoirs publics et aux fidèles musulmans, mais qui risque de se limiter à un *statu quo*, précaire et illusoire actuel, révélateur des carences et des grippages du monde musulman bruxellois et belge, alors qu'il pourrait être une source de dépassement.

La décision de rompre l'accord d'utilisation du bâtiment du Cinquantenaire avec la Ligue islamique mondiale date de plus d'un an. Le défi était pour les musulmans de penser et finaliser l'usage de ce bâtiment et s'organiser pour le gérer. Car il s'agit d'un lieu qu'en raison de sa localisation, de son ampleur, de son histoire, de sa symbolique est un haut lieu de l'islam belge, a une dimension qui dépasse les réalités « nationales d'origine » et en fait proprement un lieu de l'« islam belge ». En plus en fait un lieu transnational, donc fondamentalement propre à un « islam belge ». Ce lieu –et ceci est important– n'est pas assimilable à une mosquée ou à un centre islamique de quartier et ne peut pas être marqué par des appartenances nationales d'origine comme le sont la majorité des mosquées. Le centre du Cinquantenaire a une symbolique et peut avoir des fonctions plus amples.

J'avais attiré l'attention sur le défi que pose aux musulmans et à leurs responsables de penser sous quel angle ce Centre pourrait être envisagé, dans un texte publié dans ce blog (*Le Centre islamique et culturel de*

Belgique quitte le Cinquantenaire: Un tournant ? Lequel ?, 13 mars 2018). Question d'autant plus importante à ce moment tournant dans l'histoire de l'islam mondial, européen, belge après les vicissitudes liées à la vague jihadiste-terroriste des années 2000-2010, point culminant de l'hégémonie exercée depuis cinquante ans par les visions de l'islam politique et de l'islam wahhabo-salafiste. Avec l'emprise que tout cela a exercé sur la jeunesse musulmane européenne et en particulier belge, et avec l'émergence maintenant de nouvelles générations musulmans ainsi que l'arrivée de nouveaux musulmans comme réfugiés politiques ou comme migrants.

Force est de constater que pas grande chose n'a été fait pour préparer la transition dans ce bâtiment prestigieux en terme de finalisation d'objectifs, de construction de consensus, de préparation d'une équipe, d'implication large des forces vives, jeunes et moins jeunes, à la hauteur des enjeux liés à ce bâtiment.

Quelles pourraient être les fonctions que ce lieu pourrait remplir ? Elles sont au moins cinq.

Lieu de culte

Ce bâtiment et ce « Centre islamique et culturel de Belgique » est le lieu d'abord d'une mosquée, donc d'un lieu de culte. On annonce que la mosquée continuera à fonctionner et que des imams des mosquées bruxelloises reconnues, officieront de manière tournante pour le prêche du vendredi. C'est un acquis intéressant, en espérant qu'il se déroule correctement et que les imams qui vont prêcher ne seront pas uniquement ceux des mosquées marocaines (ce qui ferait que ce centre deviendrait progressivement une affaire de marocains) mais aussi de mosquées turques, d'Afrique sub-saharienne, du Pakistan, du Bangladesh, du Moyen-Orient, des Balkans, etc. On doit raisonner par nationalité, dans la mesure où les mosquées restent fortement marquées par leur appartenance nationale « d'origine », même si elles sont maintenant fréquentées également par des jeunes de troisième, quatrième génération décidément « belges » par leur appartenance.

Ce derniers temps, à la suite de la relève à prendre à la suite de la Ligue islamique mondiale qui doit le quitter définitivement pour la fin du mois de mars, la presse a fait état de l'apparition de trois asbl (toutes en majorité composée par des personnes d'origine arabe-marocaine) en compétition entre elles, qui prétendent avoir le droit de gérer ce bâtiment. Selon la presse et des autorités musulmanes, certaines d'entre elles semblent être un retour déguisé de la Ligue islamique mondiale. Certaines ont même été reçues par le ministre de la justice, artisan de la transition.

Pourquoi tant d'agitation ? La raison est liée en grande partie au fait que ce bâtiment aspirera à sa reconnaissance par la région bruxelloise et donc aux subsides qui en découle pour le bâtiment, le financement de l'imam ou des imams.

Ces asbl prétendent être représentatives de l'association locale des fidèles de la mosquée, dont l'existence est prévue par la loi en vue de la reconnaissance des mosquées.

En rester à ce cadre au sens stricte du terme, comme le font ces asbl, mais cadre dans lequel semble se situer également le ministre de la justice et l'Exécutif des musulmans, c'est transférer mécaniquement la loi des cultes à cette mosquée. ... et c'est se noyer dans un verre d'eau.

Car comme nous avons dit plus haut, cette mosquée a une fonction plus large qu'une mosquée locale et se situe à l'échelle de Bruxelles si pas du pays. Elle est symbolique de l'islam belge. D'autant plus qu'elle est située dans un quartier et un lieu prestigieux (le quartier européen et le parc du Cinquantenaire) et que la communauté « locale » y est bien réduite.

Au lieu de se perdre dans un débat autour de ces « communautés locales » et d'en inventer de tout pièce, il faudrait en venir donc à la réalité sociologique réelle. A savoir qu'il s'agit d'une mosquée méta-locale et qui traverse les multiples origines nationales des musulmans. De telle sorte que, si on y réfléchit un moment, la communauté « locale », qui devrait être la base sociale amenée à gérer cette mosquée, pourrait être constituée par un représentant de chaque mosquée (qui le souhaite) reconnue à Bruxelles ou, encore mieux, en Belgique. Ce tissu des mosquées reconnues (celles qui le souhaitent tout au moins) en Belgique étant la référence la plus solide, la plus structurée existante. Pourquoi l'ignorer et ne pas s'y appuyer ? D'autant plus que cette mosquée du Cinquantenaire deviendrait ainsi institutionnellement un lieu d'échos, de connexion,

d'interconnaissance de l'ensemble des mosquées belges. Il me semble que dans cette perspective on reste alors dans le cadre de l'esprit de la loi, tout en l'interprétant la lettre de la loi avec un peu d'imagination.

Lieu de formation supérieure

On sait combien les besoins de formation supérieure sont grands ainsi que les besoins d'un lieu de recherche et de réflexion exégétique, théologique et morale. Ce lieu ne peut que se construire progressivement, et donc il est plus qu'urgent de commencer rapidement.

A ce sujet la confusion est grande et les tâtonnements continuent. Essayons de faire le point.

Tout d'abord de quoi s'agit-il. Pour faire bref il s'agit d'un lieu qui dispense une formation de type universitaire sur la pensée, la doctrine et les sciences annexes de l'islam mais, nécessairement, - et ceci est très important à souligner- à partir d'un point de vue croyant. En Belgique il existe un cadre institutionnel prévu dans le contexte de la formation supérieure qui finance les facultés de théologie catholique de l'UCL et de la KULeuven, ou la faculté de théologie protestante ou encore le centre international Lumen Vitae des jésuites (affilié à l'UCL et à la KULeuven).

Ce type de formation est de la plus haute importance pour le monde musulman belge, car toute évolution ne peut se faire que de l'intérieur du monde croyant. Ce monde manque cruellement en Belgique, d'intellectuels, de cadres, de leaders à la hauteur des défis auxquels les musulmans croyants sont confrontés. On a vu les impasses et les dégâts faits par un leadership issu de systèmes de pensée de l'islam politique et de l'islam wahhabo-salafiste.

Ce type de formation supérieure ne doit pas être confondue, ce que l'on fait souvent y compris chez de nombreux mandataires politique ou journalistes, avec des études qu'on appelle traditionnellement d'islamologie. Ces études se sont développées depuis le XIX^e siècle en Europe et qui existent toujours (en Belgique à l'UCL, la KULeuven, l'ULB, l'ULg). Dans ce cas, il s'agit d'études portant sur l'histoire de la civilisation musulmane, de la pensée musulmane, de la langue et littérature du monde musulman, de l'art, etc. Ces études sont analogues à ce qu'on fait à propos d'hindouisme, du bouddhisme et d'autres civilisations non-européennes (on les appelle en général depuis le XIX^e siècle d'études d'« orientalisme »). Et évidemment, et c'est très important, ils ne sont pas réalisés du point de vue de la foi des croyants. L'islam n'est pas considéré à partir d'une vision croyante, mais uniquement comme un fait culturel, littéraire, historique étant objet de disciplines linguistiques, philologiques, historiques, voire anthropologiques et sociologiques.

La formation organisée par les musulmans sous l'angle de la foi, qui pourrait se décliner à divers niveaux, s'adresse à toute personne avant tout croyante. On peut observer notamment chez les jeunes générations musulmanes un importante attente et quête de connaissance à propos de leur religion. Mais évidemment cette formation peut être ouverte d'autres personnes sont conscientes et acceptent d'entendre et suivre des cours du point de vue croyant adopté.

Cette formation n'a pas une finalité religieuse professionnelle précise. Ainsi par exemple elle n'est pas à confondre avec une « formation des imams ». Mais, dans ce cadre, pourrait être mises sur pied avec le temps des formations plus finalisées.

Ces précisions étant explicitées, quelle est la situation en Belgique en ce qui concerne ces formations supérieures organisée du point de vue croyant ?

Ils existent des initiatives privées qui se sont développées depuis les années 1990 et qui se sont autoqualifiées de « facultés » ou d'« institut supérieurs ». L'une est fortement marquée par le wahhabo-salafisme ; une autre cherche sa voie. Les deux sont abrités dans des bâtiments qui ont été financés par des donations venant des pays du Golfe. Une troisième également wahhabo-salafiste avait lieu dans le bâtiment du Cinquantenaire. Elle a quitté ce bâtiment et se reconstitue probablement ailleurs.

Du côté des instances religieuses turques, dominées par l'Etat turc, et encore davantage par l'actuelle politique de cet Etat, le mot d'ordre est clair. Il ne faut pas s'associer à une formation supérieure islamique en Belgique et il faut en empêcher la naissance car il faut que les cadres futurs de l'islam soient uniquement formés en Turquie, pour s'assurer d'une formation à l'islam de ce pays et une formation de cadres partageant l'idéologie politique islamique et nationaliste de la Turquie contemporaine. Cette situation est lourde de

conséquences pour le devenir de l'islam turc. S'associent à ce point de vue des organisations jadis opposées à l'Etat kémaliste laïc (les Milli Görüs, les Suleymanci) et qui se situent désormais dans la mouvance de l'actuel régime en place à Ankara. Ensemble, ces organes encadrent pratiquement la totalité des mosquées et des organisations religieuses turques. Les tenants d'une autre mouvance, divergente du pouvoir et porteuse d'un islam conservateur mais moins exclusiviste, qui suit le leader Fetullah Gülen tiennent aujourd'hui un profil bas. En effet, ils sont accusés par le pouvoir sans que les faits soient clairement démontrés, d'être à l'origine de la tentative de coup d'Etat de juillet 2016. Et, depuis lors ont eu lieu des arrestations en masse, des radiations des emplois publics (enseignement, justice, armée...), qui ont eu des répercussions même en Belgique et dans d'autres pays européens. Une véritable vengeance d'Etat. La crainte de représailles pour soi-même ou pour la famille restée au pays règne dans la communauté turque, de telle sorte que personne n'oserait transgresser les mots d'ordre du pouvoir.

Mis à part donc les musulmans turcs, concernant les projet d'organiser cette « formation supérieure », la confusion règne au sein des autres musulmans (mais en particulier parmi les musulmans « marocains », les autres musulmans n'ayant pas été concernés). A cette confusion intramusulmane s'ajoute celle des pouvoirs publics et des universités belges francophones. Il s'agit en effet de réalités francophones. Je ne sais pas ce qui se passe exactement du côté néerlandophone. Il y a l'une ou l'autre initiative universitaire, mais j'ai l'impression que les choses n'avancent pas beaucoup de ce côté-là.

Dans la Fédération Wallonie-Bruxelles il y a eu l'initiative du ministre Marcourt, qui a commencé il y a plusieurs années, certainement poussée par l'un ou l'autre des membres de son cabinet, dans le but de créer « quelque chose » en matière de formation. Ce « quelque chose » a changé d'appellation : Institut de formation des imams, institut islamique et maintenant, depuis quelques mois il s'appelle : « Institut de promotion de formations sur l'islam ». Ce projet est piloté dès le départ par un groupe, désigné par le ministre, composé par trois musulmans (dont le président de l'Exécutif des musulmans) et par 7 ou 8 membres des universités. Dans l'actuel comité de pilotage ont été ajoutés des mandataires politiques ou des universitaires s mandatés par des partis politiques.

C'est un cocktail bizarre, où les musulmans sont minoritaires, qui met en évidence la question de savoir ce qui est visé par cet institut. Reprenons la distinction faite plus haut. S'agit-il de vouloir organiser une formation islamique qui prend comme base la référence à la foi ? Mais alors que viennent faire des universités et des mandataires politiques là-dedans ? Ou s'agit-il d'un institut qui veut promouvoir des disciplines islamologiques, mais alors cela ne fait-il pas double emploi avec les formations en islamologie ou en sciences des religions déjà existantes dans les universités ? Si besoin est, les instituts d'islamologie existant à l'UCL, ULB et ULg pouvaient éventuellement davantage coopérer entre eux. A quoi bon créer une superstructure nouvelle ? Que viennent faire des universitaires sans aucune compétence islamologique et des mandataires politiques ?

Cet « Institut de promotions de formations sur l'islam » est en voie de constitution. Il est abrité actuellement auprès de l'ARES (Académie de recherche et d'enseignement supérieur), la lourde instance bureaucratique qui devrait coordonner l'enseignement supérieur en Belgique, ce qui est assez sympathique mais qui montre aussi une certaine tutelle de l'instance ministérielle sur cet Institut. Après quelques difficulté un directeur, un universitaire musulman, a été nommé. Tout ceci a déjà coûté, entre travaux préparatoires et tout le reste, pas loin du million d'euros, sans que rien de concret n'existe.

En plus, en attendant que ce « quelque chose » émerge, des budgets ont été affecté à des projets ponctuels présentés par des universités. Ce qui pose une nouvelle question au sujet de cette initiative : en définitive, derrière toutes les apparences et les communications médiatiques, cette initiative servirait-elle à financer des (ou certaines) universités et à les lancer, en compétition avec d'autres, sur des terrains, comme l'islam, devenu d'actualité et qu'elles avaient délaissés ?

D'autres initiatives visent des objectifs de recyclage professionnel. Elles sont prises celles-là à l'initiative de l'ancien président de l'Exécutif des musulmans de Belgique (l'organe qui devrait être représentatif des musulmans de Belgique), et toujours président de facto de cette instance. Ces initiatives sont prises en lien avec la faculté de théologie de l'UCL.

La première qui date de quelques années concerne la formation d'enseignants de religion islamique. Cette formation donne droit à un diplôme de l'université. Cette formation semble s'avérer positive. Mais le fait est qu'elle a commencé au même moment où l'on supprimait une heure de religion dans les écoles francophones. L'heure de religion restante sera fort probablement destinée à disparaître.

Une autre initiative est en projet et commencera probablement en septembre prochain. Elle concerne le recyclage des imams en fonction, la fameuse « formation des imams » qui devient un mot magique et dont tout le monde exige la mise en œuvre. Oui, mais au-delà du mot magique, quelle est la réalité ? D'abord à ma connaissance je ne vois pas beaucoup d'imams en fonction capables de suivre une formation supérieure de type universitaire. Et ceci au-delà de la bonne volonté, de certains d'entre eux tout au moins. Leur tournure intellectuelle formatée, dogmatique, répétitive, se prête mal à une formation de type universitaire. Et, deuxièmement, je ne vois pas beaucoup d'imams en condition de suivre une formation en français. Mais la parade est prête : j'ai entendu que sur les dix modules de cette formation, il a été négocié que deux modules en sciences humaines (sociologie, droit...) seront confiés à la faculté de théologie de l'UCL et huit modules, ceux théologiques, exégétiques, de morale etc., en somme ceux qui sont au cœur de la pensée musulmane seront gérés en propre par l'Exécutif. Il y a fort à parier que ces modules seront enseignés en majorité par de enseignants venant du Maroc ou d'autres pays arabes et probablement en arabe. Ou bien par des membres du plutôt fantomatique "Conseil des théologiens". Et l'UCL à la fin donnera une attestation d'études supérieures, en prenant des risques, me semble-t-il, sur le plan de la qualité universitaire. Ceci dit, qu'il faille faire quelques formations d'imams, quelques journées par année, pour tenter d'éclairer quelques aspects ne serait pas inutile.

Mais l'urgence et la priorité aujourd'hui est de former des nouvelles générations musulmanes, femmes et hommes, et de préparer, en Belgique, les leaders de demain. Sinon, en leur absence, on continuera à les recruter dans des pays musulmans ou ils continueront exclusivement à être formés dans les institutions wahhabo-salafistes privées existantes ou iront se former dans des pays musulmans.

C'est à proprement parler inutile de vouloir former des imams en place (à part quelques rares exceptions). D'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux sera bientôt pensionné.

C'est urgent que les musulmans mettent en route leur propre formation, financée à terme par les pouvoirs publics, mobilisant toutes les forces vives et déjà formées qui existent et même si au départ cette formation sera imparfaite par manque de ressources suffisantes en terme d'enseignantes et d'enseignants.

Dans les faits ces deux formations des enseignants et des imams, sont des initiatives prises au coup par coup, pour parer au plus pressé ou pour donner l'apparence de faire face à la réalité. Ceci sans lendemain du point de vue d'une vision globale d'acquisition d'une capacité autonome de formations supérieure au sein de la communauté musulmane belge.

Ajoutons encore que cette initiative de « formation des imams » avec la faculté de théologie catholique de l'UCL est prise par l'Exécutif sans aucune relation avec l' « Institut de promotion des formations sur l'islam », pourtant dirigé par un musulman. Pourquoi l'Exécutif a-t-il pris cette initiative ? Difficile à savoir. S'agit-il d'une volonté de « protagonisme » de l'Exécutif et de son Président ? Ou bien c'est que, tout en participant formellement aux travaux de préparation de l'Institut voulu par le ministre Marcourt, il n'y avait pas confiance dans le projet d'Institut, vu le poids pris par les universités et vue l'immixtion de mandataires politiques.

En tout cas, dans cette vicissitude, les ruses et les non-dits des uns et des autres ont joué à plein.

Pour conclure ce point, le moins que l'on puisse dire est que le désordre règne. Et avec le désordre, le gaspillage des moyens disponibles déjà limités.

Alors que l'existence du bâtiment du Cinquantenaire comme lieu central disposant de l'espace nécessaire et vue l'existence de cette initiative du ministre Marcourt, malheureuse à cause de ses ambiguïtés concernant sa finalité et qu'elle devrait absolument lever, mais qui a au moins l'avantage d'exister, vue l'existence enfin d'un directeur ayant la capacité et la légitimité sur le plan intellectuel et religieux d'avancer dans un projet de formation supérieure, dans l'esprit d'une formation dans le cadre de la foi musulmane, un projet concret pouvait et pourrait toujours être mis en route encore pour septembre prochain. Cette formation pourrait

constituer un début d'une future faculté de théologie qui pourrait s'ouvrir dans un espace de quelques années, lorsque ce projet pilote aura commencé à tourner.

Mais il y a à doute que les multiples intérêts particuliers apparents ou cachés derrière ses agitations multiples parviendront à se taire et laisser la place à l'intérêt général.

Lieu d'activité de diffusion et d'information sur la réalité de l'islam dans le monde

Une des asbl citées plus haut insistait sur l'importance que le Cinquantenaire devienne un lieu d'activités culturelles, de conférences. Certainement, mais en lien avec la finalité du Cinquantenaire. Il ne s'agit pas de le confondre avec un « institut du monde arabe » au sens de l'institut homonyme de Paris, ni avec un lieu de conférences politiques, géopolitiques ou sociologique sur le monde musulman. Le Centre islamique et culturel de Belgique existe en tant qu'instance religieuse.

Ce Centre pourrait donner naissance à ce que manque cruellement à Bruxelles (et par-delà en Belgique), à savoir un lieu de diffusion de visions de l'islam renouvelées. Un lieu qui ait des moyens et des compétences pour ce faire, en collaboration avec l'instance de formation supérieure. Un lieu qui ferait émerger et donner espace à des nouvelles générations où des jeunes intellectuels, hommes et femmes pourraient s'y investir. Ce lieu pourrait aussi faire émerger des outils de diffusion sur le web et comme ouvrages. Et devenir également un centre de ressources pédagogiques pour des enseignants et des familles. .

Faut-il rappeler que l'islam wahhabo-salafiste a su mettre en place de tels lieux et de tels outils ? Faut-il que l'islam qui se diffuse en Belgique, qui se dote de ressources pour le faire soit uniquement suivant cette vision de l'islam là, et que rien d'autre prenne naissance entre autre suite aux atermoiements somnolents des instances islamiques officielles et des instances belges qui prétendent s'occuper de ces questions ?

Lieu également de l'Exécutifs des musulmans gestionnaire du culte, de la désignation des enseignants de religion islamique et d'autres aspects

Cette instance qui devra d'ailleurs procéder à un prochain renouvellement vient de recevoir en usage (je si ne sais pas si avec une location) un imposant ancien bâtiment par la région bruxelloise (voir sur le web <http://www.ebru.be/divers/pent/bruxelles-1000-maison-hanseatique.html>). Elle y est installée très confortablement et les mandataires de cette instance ont ajouté des gallons à leur statut symbolique. Il serait peut-être symboliquement et pratiquement important que cette instance, vu qu'elle gère des multiples aspects de l'islam sur l'ensemble de la Belgique, et pas seulement sur la partie francophone, qu'elle s'installe dans les locaux du Cinquantenaire où elle serait plus visible et en contact avec la population et elle serait au moins amenée à entrer en collaboration et en interconnaissance pratique avec d'autres leaderships musulmans.

Lieu d'accueil religieux des nouveaux réfugiés et immigrants

L'arrivée de nouveaux musulmans en Belgique est un fait. Ils viennent soit comme réfugiés politiques que comme migrants. Il n'y a aucun lieu d'accueil religieux de ces femmes et ces hommes, souvent assez jeunes. Les mosquées ne sont pas sollicitées et invitées à agir dans ce sens. Il n'y a pas de lieu où on leur explique la réalité d'être musulmans dans un pays où l'islam n'est pas la religion majoritaire, où l'Etat et les lois sont dissociés du religieux, où les idées de liberté d'expression est fondamentale, où il y a une pluralité de conviction, où la femme doit être respecté comme être humain où en définitive, le bon vivre commun est lié à tout cela.

La question est importante, car ces populations croyantes, même si elles ont fui leur pays, véhiculent l'islam dont elles ont hérité. Les musulmans déjà établis peuvent faciliter et accélérer leur socialisation au fait de ce que signifie « être musulmans en Belgique et en Europe ».

Pour conclure

La prise en main du Centre islamique et culturel de Belgique est particulièrement laborieuse et révélatrice de carences et faiblesses de l'islam belge. On peut pointer les suivantes.

Tout d'abord les clivages nationaux non seulement persistants mais qui s'accroissent avec l'influence de la Turquie tout d'abord à l'enseigne d'un étatisme nationaliste et islamiste et du Maroc qui prétend diffuser son islam malékite qui serait le rempart contre l'islamisme (ce qui est un peu illusoire car un islamisme marocain au Maroc et aussi en Belgique est bien né dans ce contexte ; et de toute manière cet islam là est incapable de donner des réponses aux questions existentielles fondamentales qui se posent à des musulmans vivant aujourd'hui dans une société pluraliste) . Les pouvoirs publics belges consolident ces clivages nationaux en continuant à donner reconnaissance, par pragmatisme, donc à instituer et financer des mosquées « ethn nationales d'origine », alors qu'ils pourraient commencer à imposer des critères de transversalité.

De ces clivages il apparaît que les instances islamiques ont la plus grande difficulté à penser et agir et à faire émerger des structures religieuses transversales à partir de la réalité belge. Et cela malgré le fait qu'elle soit bien organisée pour capter l'argent provenant de la loi « belge » de financements des cultes.

Deuxièmement on ne peut que constater que si l'influence externe est possible, c'est aussi en raison de la carence du leadership religieux formellement ou informellement institué et financé par les pouvoirs publics à des titres divers (imams, aumôniers, enseignants, inspecteurs..). Ces instances ont souvent une forte influence locale, sont capables de trouver l'argent pour bâtir à toute allure des mosquées ou de convaincre les fidèles, qui sont loin d'être riches, de les financer, mais elles ne parviennent pas à prendre de la hauteur et avoir une vision plus ample du devenir de l'islam belge. Nombre de leaders institués, financés par les pouvoirs publics, véhiculent un leadership routinier et bureaucratisé. Ils occupent le terrain institutionnel et intellectuel sans être à la hauteur des enjeux liés au devenir de l'islam en Europe et en Belgique. Parmi ces leaders, en marge du système institué, les leaders salafistes font figure d'exception en étant particulièrement inventifs dans la diffusion de leur vision, dans la socialisation des jeunes générations, dans la dotation et valorisation de leurs infrastructures. Ils sont désormais assez autonomes de la Ligue islamique mondiale. Ils ont leur logique et leur capacité d'action propre et continuent à diffuser leur vision conservatrice, même si elle prend aujourd'hui une allure plus soft. Ce qui n'est pas à confondre, il faut le souligner avec une vision radicale et encore moins jihadiste.

Une troisième source de paralysie est celle, plus substantielle, entre les différentes visions de l'islam. Elles vont de l'islamisme politique nationaliste turc, rude et explicite, au néo-discours des Frères musulmans, ou aux formes d'islamisme venant de la péninsule indienne ou du Caucase, aux formes missionnaires, au salafisme soft qui prend aujourd'hui la relève du salafisme raide et véhément des années 1990-2010, au malékisme importé du Maroc, en moindre mesure au soufisme, ou aux formes maraboutiques toujours présentes . Visions parallèles et en compétition qui pourraient être positives mais qui n'ont que très peu d'échanges et de débats entre elles. Elles s'imposent aux croyantes et aux croyants, qui ignorent souvent les tenants et les aboutissants intellectuels et institutionnels de ces diverses visions.

Et enfin, quatrième carence, c'est la rupture qui existe entre d'une part l'establishment religieux que les pouvoirs publics belges continuent à tenter d'amadouer et d'encadrer ou de convaincre et d'autre part des jeunes générations d'hommes et de femmes croyantes qui cherchent une voie de convergence intellectuelle, spirituelle et morale entre leur foi et leur « européanité », qui n'ont pas d'assise institutionnelle ni des moyens..

Dans ce contexte, et laissant jouer ou se limitant à chercher de coordonner les forces en place, désormais en partie du passé, l'avenir du Centre islamique laisse peu d'espoir de renouveau et sera encore un gouffre (pas trop grand mais quand même existant) d'argent pour rien. Les wahhabo-salafistes de la Ligue islamique mondiale doivent rire dans leurs barbes et dans leurs kamis.

Alors que le devenir du Centre pourrait être pensé comme un lieu structurant et créateur du devenir de l'islam belge, à condition qu'il ne soit pas occupé dans la logique d'un partage passif d'influences, de gestion bureaucratique, mais qu'il soit pensé comme un laboratoire constructif, stimulateur de forces vives, animateurs d'une pensée renouvelée. Laboratoire d'expérience entre plus jeunes et plus âgé(e)s, femmes et hommes ; expérience belge, flamande et francophone, méta-culturelle-nationale. Laboratoire d'initiatives pour savoir comment faire irradier ce lieu symbolique et cette structure importante sur l'ensemble du devenir de la communauté croyante musulmane. Laboratoire de débat et de questionnement autour le fait de savoir comment se penser en tant que musulman et musulmane européenne, donc laboratoire autour de la pensée

musulmane. Expérience et laboratoire de mise en place d'une formation solide et fondamentale, visant une perspective progressive et longue de développement et pas seulement des initiatives au coup par cour, en connaissance islamique, surtout pour les musulmans de demain ; expérience pédagogique et de diffusion de pensée.

Un ensemble de défis qu'il serait important de relever en pratique et avec du souffle, en amont du passéisme, des jeux d'apparences, d'annonces sans lendemain et des équilibres précaires.

- [Suivant >](#)

Droits d'auteur:

Sauf mention contraire, les textes publiés ici sont la propriété de leur auteur. Il est recommandé de citer des extraits (en indiquant la source), je ne souhaite pas que ces textes soient copiés en entier sans m'en demander l'autorisation.

Created By Easyconnect www.easyconnect.be